



Améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats

Briefing de Bruxelles sur le développement n° 41

Bruxelles, 20 mai 2015

Le 20 mai 2015, le CTA a organisé le 41^e Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de Briefings bimensuels consacrés aux questions de développement agricole et rural dans les pays ACP. Près de 150 participants se sont réunis à Bruxelles pour discuter des moyens d'améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats dans les pays ACP.

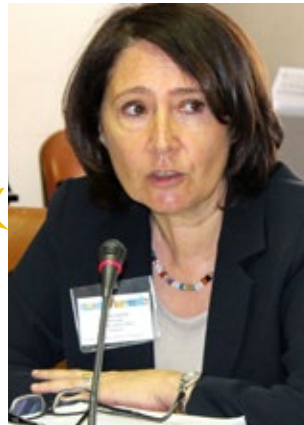
Améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats.

Ce Briefing a discuté plusieurs questions clés : la mise en œuvre à grande échelle des interventions en faveur de la nutrition axées sur l'alimentation, la santé, les soins (par exemple, des régimes alimentaires de qualité, des soins de santé préventifs, le traitement de la malnutrition aiguë sévère, etc.) ; la question de la cohérence politique et l'importance d'adopter une approche multisectorielle pour aborder les facteurs sous-jacents de la malnutrition que sont la pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'inégalité entre les sexes, le manque d'éducation, le manque d'eau et d'installations sanitaires, etc. ; le rôle joué par la gouvernance dans la question de la nutrition, ainsi que le rôle joué par le secteur privé et les organisations de la société civile ; l'importance de l'égalité des sexes : l'émancipation des femmes ; le renforcement des connaissances et la collecte de données factuelles supplémentaires afin d'optimiser l'impact de l'agriculture sur la nutrition ; la coexistence de la sous-nutrition et de la surnutrition dans un même pays, au sein des ménages et même chez les individus.

Partenaires du Briefing :

- CTA
- Programme de recherche du CGIAR sur l'Agriculture pour la Nutrition et la Santé (A4NH) dirigé par l'IFPRI
- Commission européenne
- Secrétariat ACP
- Concord

<https://www.brusselsbriefing.net>



Isolina Boto



Viwanou Gnassounou



Jean-Pierre Halkin

Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles, a présenté le contexte et inauguré le Briefing, qui fait partie d'une série de réunions bimensuelles organisées par le CTA, la Commission européenne/DG DEVCO, le groupe des pays ACP et Concord. Pour ce sujet particulier, le Programme de recherche du CGIAR sur l'Agriculture pour la Nutrition et la Santé (A4NH) dirigé par l'IFPRI a également coorganisé le Briefing. La question de la nutrition a été discutée lors d'un Briefing précédent avec l'IFPRI en 2008, à l'occasion d'une conférence de premier plan qui s'était tenue en Inde et qui portait sur la recherche dans ce domaine. Depuis, les Briefings coorganisés avec l'IFPRI, qui ont eu pour objet la résilience, la crise des prix alimentaires, et aujourd'hui les enjeux en matière de nutrition au travers de la redevabilité et de l'appropriation, contribuent tous à améliorer les liens existant entre l'agriculture et la nutrition.

Dans ses remarques d'introduction, **Viwanou Gnassounou, Sous-secrétaire général du groupe des pays ACP**, a commencé par souligner l'importance de la nutrition pour tous les êtres humains. Dans le monde d'aujourd'hui, le fait que des centaines de millions de personnes souffrent de sous-nutrition ou de malnutrition est inacceptable,

et pourtant c'est une réalité. Les habitants des pays ACP subissent un double fardeau : ils sont non seulement malnutris, mais aussi surnutris. Dans le Pacifique et les Caraïbes, plus de la moitié des décès est due à des maladies non transmissibles liées à des problèmes de nutrition. Un aspect important auquel il faut s'attaquer est la question de la cohérence politique. L'amélioration de la nutrition doit faire partie d'une approche intégrée visant à favoriser l'économie et l'inclusion des jeunes et des femmes dans le circuit économique. La résolution du problème de la nutrition implique de prendre en compte des aspects sociaux, éducatifs, culturels et bien d'autres encore. Par exemple, rendre l'école primaire gratuite et obligatoire implique la capacité à prendre en charge les enfants quand ils sont à l'école. Par conséquent, lutter contre la nutrition per se ne suffit pas et il faut prendre en considération des questions telles que les ressources, les pratiques culturelles et les traditions.

Jean-Pierre Halkin, Chef d'unité, développement rural, sécurité alimentaire et nutritionnelle, Commission européenne, a rappelé qu'aujourd'hui, parler de la nutrition signifiait parler de 800 millions de personnes souffrant toujours de la faim. D'autres estimations indiquent



John McDermott.



Michael Hailu



Marie Ruel

que 2 milliards de personnes souffrent actuellement de la faim et de carences en micronutriments. Parmi elles, on compte 160 millions d'enfants souffrant de sous-nutrition chronique, dont 3 millions risquent de mourir cette année. Néanmoins, ceux qui survivront en souffriront toute leur vie, car ils ne pourront pas développer complètement leurs capacités physiques et intellectuelles et ne réaliseront pas leur plein potentiel. De plus en plus, cette question est perçue comme un problème de justice et d'égalité sociale, deux valeurs parmi les plus importantes en Europe. Dans ce domaine, la Commission européenne (CE) se trouve sur le devant de la scène. Il s'agit également de l'unique domaine dans lequel la CE s'est engagée sur le plan des résultats plutôt que sur le plan pécuniaire.

La reconnaissance de l'importance de la nutrition est aujourd'hui acquise. En effet, plusieurs sommets lui sont consacrés : le « Sommet contre la faim », le sommet Nutrition pour la croissance (n4g) et la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). Par ailleurs la nutrition occupe une place importante dans le système des ODD. Aujourd'hui, en particulier pour l'Union européenne, le défi consiste à répondre aux attentes des pays partenaires et à les aider à concrétiser leurs engagements.

John McDermott, directeur du Programme de recherche du CGIAR sur l'Agriculture pour la Nutrition et la Santé (A4NH) dirigé par l'IFPRI, a mis en exergue les principaux aspects du partenariat sur l'Agriculture pour

la Nutrition et la Santé, qui a été mis en place pour soutenir des actions plus collectives et concertées dans les domaines liés à la nutrition, ainsi que des actions de soins de santé liés à l'agriculture. Le programme est divisé en deux volets principaux : le premier concerne la manière dont l'agriculture peut améliorer la qualité des régimes pour une meilleure santé et une meilleure nutrition. Le second volet se rapporte à l'approche multisectorielle et se penche en particulier sur la collaboration possible entre l'agriculture et les secteurs du développement sanitaire et social afin d'améliorer la nutrition des populations démunies, notamment des femmes et des enfants dans les pays à revenus faibles et moyens. Par ailleurs, le rôle de l'égalité des sexes et de la culture est primordial. L'effort porte tout particulièrement sur le suivi et l'évaluation, afin d'augmenter la redevabilité des initiatives de développement en faveur de la nutrition, notamment envers les bénéficiaires, mais aussi vis-à-vis des acteurs qui investissent dans ces actions de développement.

Michael Hailu, Directeur du CTA, a clôturé les remarques préliminaires sur la nutrition en mettant l'accent sur le rôle de l'agriculture dans le défi que représente la nutrition. L'agriculture est essentielle pour améliorer la disponibilité et la qualité des aliments, et pour augmenter les revenus. Auparavant, les efforts ciblaient avant tout l'augmentation de la quantité de nourriture et pas la diversité alimentaire, avec pour conséquence la hausse de la malnutrition chez les plus démunis. Heureusement, la nécessité

de lutter contre la malnutrition par des actions spécifiques en la matière est de plus en plus admise, même si l'on reconnaît également qu'elles sont insuffisantes. Le CTA a coopéré très étroitement avec la FAO, la CE et le Groupe de la Banque mondiale pour mettre en place un cadre d'action conjointe sur l'agriculture et la nutrition, qui a été lancé lors de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). Certaines priorités définies dans ce cadre d'action visent à accroître les ressources mobilisées et l'engagement politique pour, d'une part, renforcer le lien entre la nutrition et les systèmes alimentaires et agricoles et d'autre part, améliorer le corpus de connaissances et de données afin d'optimiser l'impact de l'agriculture sur la nutrition.

Panel 1 : Améliorer la nutrition : une approche multisectorielle

Viwanou Gnassounou, Sous-secrétaire général du groupe des pays ACP a présidé le premier panel. Ce panel a examiné les principaux défis et opportunités que représente l'amélioration de la nutrition pour le secteur agricole dans les pays ACP et les enseignements tirés de la recherche et de la pratique.

Marie Ruel, directrice de la Division de la pauvreté, de la santé et de la nutrition à l'IFPRI, a abordé la question de l'amélioration de la nutrition à grande échelle. La

Améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats | POINTS FORTS



Tom Arnold

malnutrition représente un continuum qui va de la faim, que l'on définit généralement comme un simple manque de nourriture, jusqu'aux régimes déséquilibrés menant à l'obésité. L'augmentation continue de l'obésité est un phénomène mondial, l'Amérique latine et les Caraïbes étant particulièrement touchés. Même si de nombreuses régions ACP souffrent énormément du retard de croissance et de la sous-alimentation, elles affichent également une hausse rapide de l'obésité. Cet aspect est de première importance : la sous-nutrition et la surnutrition peuvent coexister dans un même pays, dans un même ménage et chez un même individu, en prenant en considération le fait que l'obésité n'exclut pas l'anémie. De plus, les raisons pour lesquelles la nutrition doit être surveillée sont nombreuses : tout d'abord, un enfant en retard de croissance est un adulte en retard de croissance. Les dégâts sont irréversibles et finissent par toucher des communautés, puis des pays entiers. Ensuite, la nutrition est la base du développement. Ce n'est pas seulement une question humaine, éthique et de droits humains, mais c'est aussi une question économique incontournable pour le développement. Enfin, la malnutrition est associée à 46 % des décès d'enfants, des mauvais états de santé et des cas de mauvais développement physique et cognitif. Primordiale pour rompre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, l'amélioration de la nutrition joue également un rôle clé dans la prévention des maladies non transmissibles.

Tom Arnold, Coordinateur intérimaire du Mouvement SUN, Irlande, a parlé du mouvement SUN, de ses résultats, de son évaluation et de son avenir. Depuis 2010, le mouvement SUN s'est développé dans le contexte d'un échec de la gouvernance en matière de nutrition. Dès le début, une caractéristique très forte s'est dégagée, à savoir que le mouvement serait mis en œuvre par les pays, selon les caractéristiques des pays, et structuré de façon à agir dans plusieurs secteurs à la fois. Il met tout particulièrement l'accent sur des actions visant à inciter les pouvoirs politiques à faire de la nutrition une priorité et à mettre en place des plans nationaux cohérents, ainsi qu'à s'assurer que toutes les parties prenantes soient impliquées. Dans le monde entier, les 55 pays participants collaborent par l'intermédiaire d'un certain nombre de réseaux qui les aident à partager des enseignements tirés de leur expérience. Une première évaluation indique qu'en quatre années d'existence, le mouvement SUN a contribué de façon considérable à placer la nutrition parmi les priorités politiques au niveau national et international. Le fait que différents acteurs, dont la société civile, le secteur privé, etc., travaillent ensemble vers un objectif commun est un atout précieux. Cependant, les résultats ont également révélé que, dans un certain nombre de pays, les progrès étaient trop lents. L'aspect redevabilité doit également être amélioré en ce qui concerne le Mouvement SUN.

Jean-Pierre Halkin, chef d'unité, développement rural, sécurité alimentaire et nutritionnelle, Commission européenne, a parlé de l'initiative de la Plateforme nationale d'information sur la nutrition (PNIN), un programme complexe et ambitieux. La PNIN contribue à la redevabilité interne de la CE vis-à-vis de ses engagements, à savoir : réduire de 7 millions le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance d'ici à 2025 et consacrer 3,5 milliards d'euros à cet objectif ; suivre les résultats et l'accumulation d'expérience des pays en matière de lutte contre la sous-nutrition ; et le renforcement global des connaissances sur les liens entre les investissements, la mise en place de programmes et les résultats obtenus.

La PNIN est un processus doté d'une base technique : compilation et nettoyage de données ; analyse ciblée ; recherche de consensus faisant de la nutrition une préoccupation nationale au sein des pouvoirs publics ; dialogue avec les acteurs nationaux (en exploitant les connaissances et les capacités existantes) ; examen des résultats ; accord sur une marche à suivre. Les plateformes dirigées par les pays facilitent le processus d'identification des questions et préoccupations prioritaires des pouvoirs publics vis-à-vis de la nutrition. Elles contribuent à une meilleure capacité d'analyse permettant d'établir des liens entre les interventions et évolutions dans le domaine de la nutrition. Elles font aussi office de plateformes de dialogue, d'apprentissage et de planification

Améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats | POINTS FORTS



Lawrence Haddad



Stineke Oenema



Eric Tollens



Robinah Mulenga Kwofie

sur la nutrition (par l'intermédiaire des processus SUN), et diffusent les données et les résultats pour la prise de décisions, etc.

Lawrence Haddad, chargé de recherche senior à l'IFPRI, a présenté les principaux résultats du Rapport mondial sur la nutrition 2014. Ce rapport vise à évaluer les avancées réalisées dans le domaine de la nutrition à différents niveaux, les mesures supplémentaires à prendre pour accélérer ces avancées et les moyens d'améliorer la redevabilité. La quasi-totalité des pays du monde est confrontée à une forme de malnutrition quelle qu'elle soit, presque chaque foyer du monde est touché par la malnutrition et environ une personne sur deux sur la planète est en situation de malnutrition.

Dans ce contexte, sept messages clés sont développés en lien avec le Rapport : (i) la nutrition est le fondement des objectifs du développement durable ; (ii) la malnutrition est une préoccupation pour tous les pays, pas uniquement ceux à moyens ou faibles revenus ; (iii) les fardeaux multiples sont la « nouvelle norme » : plusieurs pays, et parfois groupes de populations, ménages et même individus, luttent contre plusieurs manifestations de la malnutrition en même temps ; (iv) les progrès sont lents dans le monde entier, mais il faut reconnaître les avancées remarquables de certains pays ; (v) les objectifs doivent être plus ambitieux ; (vi) le développement à une plus grande échelle n'a jamais été aussi facile ; (vii)

la redevabilité en matière de nutrition doit être renforcée.

Stineke Oenema, coprésidente du groupe de travail sur la sécurité alimentaire, CONCORD, s'est penchée sur le rôle des organisations de la société civile (OSC) dans le soutien à la nutrition. Afin d'améliorer la nutrition, quatre piliers sont essentiels : tout d'abord, les droits de l'homme et une approche basée sur le droit vis-à-vis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en s'attaquant à des problèmes tels que le caractère central de l'égalité des sexes, les droits des agriculteurs, les droits des consommateurs, etc. Le deuxième pilier est la nécessité d'une gestion cohérente et coordonnée de la nutrition tout au long du cycle de vie et à tous les niveaux ; le troisième est la création de systèmes alimentaires et agricoles locaux souverains reposant sur la biodiversité agricole ; et enfin, la gouvernance démocratique en matière d'alimentation et de nutrition, et la mise en place de cadres réglementaires nationaux.

Les OSC et les ONG sont particulièrement importantes, car elles sont à même d'atteindre les communautés les plus touchées par la malnutrition.

Les **questions et les commentaires** étaient consacrés au rôle des ONG dans l'amélioration de la nutrition, à la corrélation entre les données et les progrès dans le domaine de la nutrition, à la base sur laquelle l'initiative PNIN sélectionne les pays et au rôle du secteur privé.

Panel 2 : Les pratiques exemplaires en matière de défis nutritionnels

Eric Tollens, professeur émérite de Katholieke Universiteit Leuven, a présidé le deuxième panel. La discussion a principalement porté sur les exemples et les moteurs de réussites associés aux programmes nutritionnels à l'échelon national. Le succès des partenariats durables et des PPP, ainsi que le rôle essentiel du secteur privé ont également été soulignés.

Robinah Mulenga Kwofie, Directeur exécutif, Commission nationale pour l'alimentation et la nutrition, Zambie, a donné un aperçu général des stratégies et des politiques nationales de son pays en ce qui concerne la nutrition et les secteurs connexes. La Zambie a effectué des progrès, mais doit passer à la vitesse supérieure. Le taux de retard de croissance est passé de 45 % à 40 % en 2013-2014. Le pays subit le double fardeau de la sous-nutrition et de la surnutrition. Chez les femmes, le surpoids et l'obésité sont passés de 19 % en 2007 à 23 % en 2013-2014.

La Zambie a mis en place par une loi en 1967, la Commission nationale sur l'alimentation et la nutrition, rattachée au ministère de la Santé responsable de la nutrition. C'est l'un des rares pays à avoir pris une telle mesure. Les législations spécifiques à la nutrition comprennent la Politique nationale sur l'alimentation et la nutrition, le sixième

Améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats | POINTS FORTS



Fokko Wientjes



Lister Katsvairo



Rose Ndolo

plan de développement national (2011-2016), le Plan stratégique national sur l'alimentation et la nutrition pour la Zambie (PSNAN 2011-2015), etc. Les facteurs essentiels de réussite sont : (i) un engagement politique fort ; (ii) un budget et des dépenses consacrées à la nutrition ; (iii) des partenariats et des réseaux ; (iv) des efforts en matière de redevabilité. Néanmoins, les difficultés à quantifier et à suivre les investissements dans le domaine de la nutrition représentent un défi majeur. Par ailleurs, les organismes de gouvernance de la nutrition ne sont pas encore tout à fait opérationnels.

Fokko Wientjes, vice-président Durabilité des entreprises et partenariats public-privé, DSM, a parlé des réussites des PPP et du rôle joué par le secteur privé en faveur de la nutrition, en soulignant la responsabilité du secteur privé dans ce domaine. En tant que leader mondial de la fabrication de micronutriments, la société DSM a les moyens de réussir, car elle possède le savoir-faire, le pouvoir d'innovation, les produits, etc. Deux choses sont d'une extrême importance et méritent toujours d'être soulignées : l'accélération et l'application à une grande échelle. Le secteur privé est le principal producteur et fournisseur d'aliments dans le monde et doit donc être impliqué.

En 2007, la société DSM s'est associée au Programme alimentaire mondial (PAM) afin d'améliorer le panier alimentaire fourni par le PAM. Plus

tard, un objectif de 25 à 30 millions de bénéficiaires d'une meilleure nutrition a été établi pour 2015. Il était déjà atteint en 2014. Dans ce partenariat, les facteurs de réussite étaient une vision partagée, une redevabilité individuelle, la confiance et le travail en réseaux.

Lister Katsvairo, Directeur pays, HarvestPlus, Rwanda, a présenté le cas de la biofortification en fer des haricots au Rwanda. La biofortification est une approche agricole pour lutter contre la malnutrition, car elle offre aux agriculteurs la possibilité de limiter les carences en micronutriments. Au Rwanda, les premières variétés de haricots riches en fer ont été commercialisées en 2010. Actuellement, il en existe 10 variétés. La diffusion intensive n'a commencé qu'en mars 2012 et à ce jour, plus de 800 000 ménages ont été atteints. Ce travail a réussi en raison de plusieurs facteurs : d'abord et avant tout, l'initiative vient des pouvoirs publics ; deuxièmement, le secteur privé participe au processus. En outre, il existe plusieurs canaux de distribution : les négociants agricoles, les coopératives agricoles, les églises, les systèmes de remboursement, etc.

Les prochaines étapes pour la biofortification sont l'application à grande échelle par l'implication de davantage de partenaires dans la chaîne de valeur des haricots (secteur privé, ONG et partenaires multilatéraux) ; le renforcement des systèmes de semences et les liens commerciaux ; le

développement d'une part de marché durable pour les haricots enrichis en fer ; l'introduction de nouvelles cultures et de micronutriments biofortifiés ; et le partage des données et des enseignements tirés du développement à grande échelle, au Rwanda et avec d'autres pays.

Rose Ndolo, conseillère en chef pour la nutrition de l'enfant et les programmes de sécurité alimentaire, World Vision UK, a partagé des exemples de soutien en faveur de la nutrition à travers la participation et l'action communautaire au Kenya. Le Kenya n'a enregistré aucun changement significatif en ce qui concerne le statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans. De plus, le Kenya risque de ne pas atteindre les cibles de l'AMS pour le retard de croissance et l'émaciation. Dans ce contexte, World Vision se concentre sur l'amélioration de la nutrition des enfants de moins de cinq ans, des femmes et des groupes vulnérables. Les exemples de projets fructueux concernent l'établissement d'un lien entre la nutrition et l'agriculture, avec un impact significatif : la prévalence de l'insuffisance pondérale a diminué de façon notable. Ces initiatives ont mis en exergue la nécessité pour les communautés d'être au centre des liens durables. Il est primordial d'établir des collaborations intersectorielles/ministérielles pour favoriser l'appropriation et il est particulièrement important de cibler les enfants malnutris les plus vulnérables, les enfants de moins de 2 et 5 ans et les femmes.

Améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats | POINTS FORTS



Boitshepo Giyose

Boitshepo Giyose, Cadre supérieur de la nutrition, ESNP, FAO, a abordé les pratiques exemplaires pour mesurer l'impact de l'agriculture sur la nutrition. De nos jours, lutter contre la malnutrition nécessite de prendre en compte des questions telles que l'urbanisation, la mondialisation, l'intégration au marché et le triple fardeau de la malnutrition. Il est absolument nécessaire de changer la manière de faire des affaires et de mesurer les progrès et les impacts de façon différente. À cet égard, la redevabilité joue un rôle de premier plan.

La situation en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, les actions

dans ce domaine et les résultats de ces actions devraient être mesurés. Les défis en matière de mesure concernent le suivi de l'application réelle des politiques publiques ; le suivi des investissements privés est également très difficile ; les capacités limitées : il manque souvent jusqu'à la simple surveillance de base ; la surveillance de l'impact des politiques publiques sur les régimes s'avère difficile en raison des voies d'impact longues et complexes ainsi que des interactions entre les politiques.

Les **questions et les commentaires** ont porté sur l'approche multisectorielle, sur la manière dont l'UE gère cette

approche multisectorielle entre les différentes DG et au niveau des pays, sur l'exactitude des données, sur le rôle des connaissances locales, sur la proposition commerciale viable pour la fortification et sur la contamination de la nourriture par les aflatoxines.

Michael Hailu, Directeur du CTA, a conclu le Briefing en rappelant les messages clés soulevés lors du Briefing, soulignant l'importance de l'appropriation par les pays et leur redevabilité. Il a également souligné la nécessité d'accentuer et de renforcer le dialogue sur l'amélioration de la nutrition.

Des renseignements plus détaillés sont accessibles en ligne :

- Briefings de Bruxelles : www.brusselsbriefings.net
- Améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats : <https://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2015/04/cta-reader-bb41.pdf>
- Rapport préparé par Alina Moglan, Assistante de Recherche, Bureau du CTA à Bruxelles